

## Alberta

### L'ÉCONOMIE EST PORTÉE PAR LES GAINS DES COURS DU PÉTROLE

- L'Alberta a connu l'an dernier la plus forte récession parmi les provinces, en raison des effets de la COVID-19 et du plongeon de l'activité pétrogazière.
- La hausse des valeurs du brut au début de l'année est de bon augure et laisse entrevoir un solide rebond en 2021; or, la pandémie vient étendre sur huit ans la reprise dans le sillage du dernier fléchissement de l'économie.
- Dans les industries distinctes de l'énergie, les produits chimiques et l'exploitation forestière laissent entrevoir les meilleures perspectives à court terme; or, la diversification de toute l'économie représente toujours un objectif à long terme.

En 2020, l'économie de l'Alberta a été plus durement touchée que celle de toutes les autres provinces, en raison de la prépondérance de son industrie pétrogazière. Cette province a accusé la plus forte baisse des salaires et des traitements l'an dernier, la deuxième réduction en importance des heures de travail et des entreprises actives, et en janvier 2021, sa population active à temps plein était celle qui était le plus éloignée de son pic de février 2020 parmi toutes les provinces. La production du brut a cédé 5 % — ce qui est plus qu'en 2016, au plus fort de la dernière correction des cours des produits de base — et à un moment donné, l'activité du forage a plongé à un creux absolu, ce qui explique le recul de 38 % de l'investissement pétrogazier à l'échelle nationale en 2020.

Le repli du secteur pétrogazier s'est étendu aux industries attenantes, comme il l'avait fait dans les précédents fléchissements de l'économie (graphique). Les baisses de l'emploi à temps plein dans la construction, l'activité manufacturière et les services professionnels, scientifiques et techniques s'expliquent par le rôle de l'énergie dans la production de l'activité pour les entreprises de ces secteurs. Les dépenses d'investissement dans l'immobilier commercial sont toujours freinées par l'offre pléthorique cumulée depuis la dernière baisse des cours du pétrole.

Le rebond des valeurs du brut au début de 2021 — qui a donné lieu à une révision à la hausse de nos prévisions des cours — augure bien pour une reprise cette année. La production du brut s'est hissée au-delà des niveaux d'il y a un an en novembre et en décembre 2020 et devrait continuer d'augmenter à la fin du contingentement. Grâce à l'amélioration de la demande de carburant, la capacité d'export entrera probablement une fois de plus en ligne de compte : nous nous attendons à ce que, finalement, l'achèvement de la Ligne 3 et l'agrandissement des canalisations du réseau de Trans Mountain apportent un coup de pouce à cet égard. Or, l'investissement est appelé à rester inférieur aux niveaux pré-pandémiques pendant au moins plusieurs années; le rythme et l'orientation du programme climatique qu'adoptera finalement l'administration Biden représentent un risque supplémentaire. Tout compte fait, nous ne nous attendons pas à ce que cette province repasse avant 2022 la barre du PIB atteint avant le dernier fléchissement des cours du pétrole.

Hormis le secteur pétrogazier, la pétrochimie et la foresterie sont des secteurs très prometteurs. Les intentions d'investir dans la fabrication de produits chimiques ont augmenté de près de 25 % par rapport aux estimations préliminaires de l'an dernier, grâce aux travaux menés au Complexe pétrochimique de Heartland. Les exportations de produits forestiers devraient profiter de la vigueur des prix du bois d'œuvre et de l'activité du marché du logement. Dans l'agriculture, les perspectives sont plus nuancées. La production bovine augmentera probablement cette année, compte tenu de la fermeture des usines au début de 2020 en raison de la COVID-19. On peut à juste titre s'attendre à ce que la production du blé baisse après avoir dégagé des rendements supérieurs à la moyenne en 2020, même si les prix restent élevés de concert avec ceux des oléagineux. Concentrées dans les infrastructures municipales, les dépenses en immobilisations, relevées dans l'EF 2022, viendront probablement mieux étayer la relance de cette province. Certains projets renouvelables viennent émailler le paysage économique.

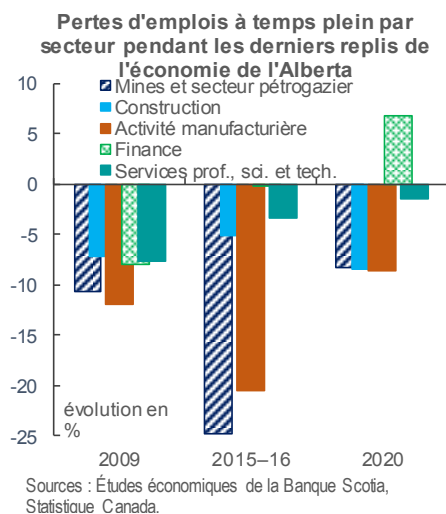
Dans le budget de 2021, le gouvernement de cette province a annoncé plusieurs initiatives nouvelles de diversification économique. Ces initiatives permettront entre autres d'attirer et de perfectionner des travailleurs compétents dans l'industrie de la technologie, en plus de prévoir des plans pour muscler l'investissement agricole et des efforts visant à alléger le fardeau réglementaire des technologies financières. Ces efforts, qui pourraient aider à prévenir les éventuels replis de l'économie, prendront du temps avant de porter fruit.

### RENSEIGNEMENTS

Marc Desormeaux, économiste principal  
 416.866.4733  
 Études économiques de la Banque Scotia  
[marc.desormeaux@scotiabank.com](mailto:marc.desormeaux@scotiabank.com)

#### Détails des prévisions économiques évolution annuelle en %, sauf indication

	19	20E	21P	22P
PIB réel	0,1	-6,8	6,0	4,3
PIB nominal	2,7	-9,3	12,1	8,0
Emploi	0,7	-6,6	4,1	3,9
Taux de chômage, en %	7,0	11,4	10,0	7,5
Mises en chantier de logements, en milliers	27	24	27	29
IPC total	1,7	1,1	2,4	2,6



**Tableau des prévisions provinciales : synthèse**

	(variation annuelle en %, sauf indication contraire)											
	CA	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	
<b>PIB réel</b>												
2010–19	2,2	1,0	2,3	1,1	0,7	1,9	2,3	2,1	2,2	2,6	2,8	
2019	1,9	4,0	5,1	2,4	1,2	2,7	2,1	0,6	-0,7	0,1	2,7	
2020e	-5,4	-5,1	-3,6	-4,0	-3,2	-5,1	-5,7	-3,6	-5,2	-6,8	-5,0	
2021p	6,2	3,8	5,2	5,6	5,2	6,6	6,3	5,1	5,9	6,0	6,1	
2022p	4,0	1,5	3,3	3,5	3,4	4,1	4,2	3,5	3,6	4,3	4,1	
<b>PIB nominal</b>												
2010–19	4,0	3,5	4,3	2,9	2,8	3,8	4,1	3,8	3,3	3,7	4,5	
2019	3,6	4,1	7,0	3,8	3,0	4,3	3,8	1,0	0,1	2,7	4,4	
2020e	-4,6	-6,8	-1,7	-2,1	-1,3	-3,9	-4,4	-1,6	-7,5	-9,3	-2,3	
2021p	9,7	9,0	7,5	8,0	7,4	9,1	9,4	7,2	10,7	12,1	9,1	
2022p	6,9	4,5	5,7	5,8	5,8	6,8	6,8	6,0	7,4	8,0	6,4	
<b>Emploi</b>												
2010–19	1,3	0,6	1,5	0,3	0,0	1,2	1,4	0,9	0,8	1,2	2,0	
2019	2,2	1,1	3,3	2,3	0,8	2,0	2,8	1,0	1,9	0,7	3,0	
2020	-5,1	-5,7	-3,2	-4,7	-2,6	-4,8	-4,8	-3,7	-4,7	-6,6	-6,6	
2021p	4,2	3,4	4,1	4,3	3,9	4,3	4,3	3,9	4,0	4,1	4,4	
2022p	3,6	1,0	2,9	3,1	2,9	3,6	3,8	3,2	3,3	3,9	3,6	
<b>Taux de chômage (%)</b>												
2010–19	6,9	13,3	10,6	8,7	9,4	7,1	7,0	5,6	5,3	6,2	6,1	
2019	5,7	12,3	8,7	7,4	8,1	5,1	5,6	5,3	5,6	7,0	4,7	
2020	9,6	14,1	10,4	9,8	10,0	8,9	9,6	8,0	8,4	11,4	8,9	
2021p	8,0	13,0	9,0	8,2	8,9	7,3	8,0	6,8	7,0	10,0	7,3	
2022p	5,7	12,2	7,4	6,6	7,2	5,1	5,6	5,0	5,1	7,5	5,0	
<b>Mises en chantier de logements (en milliers d'unités)</b>												
2010–19	201	2,2	0,8	4,2	2,7	44	70	6,6	6,0	31	34	
2019	209	0,9	1,5	4,7	2,9	48	69	6,9	2,4	27	45	
2020	219	0,8	1,0	4,9	3,7	55	81	7,3	3,1	24	38	
2021p	222	0,8	1,2	5,0	3,1	57	80	6,3	3,2	27	39	
2022p	214	0,8	1,2	4,5	2,5	52	76	6,0	3,5	29	38	
<b>Ventes de véhicules automobiles (en milliers d'unités)</b>												
2010–19	1 819	33	7	51	41	432	715	55	53	237	194	
2019	1 916	34	8	53	41	454	789	53	46	227	214	
2020	1 569	28	7	44	34	376	612	46	40	186	180	
2021p	1 790	31	8	50	38	439	712	52	45	211	206	
2022p	1 920	32	8	52	40	472	769	54	47	225	221	
<b>Soldes budgétaires, exercice terminé le 31 mars (en M\$ CA)</b>												
2019*	-39 400	-1 383	22	2	98	4	-8 672	5	-319	-12 152	-321	
2020e	-381 600	-1 838	-178	-779	-13	-2 991	-38 468	-2 048	-2 045	-20 192	-13 643	
2021p	-141 200		-70			-8 250	-33 100		-1 350	-18 221		
2022p	-50 700		-38			-7 000	-28 150		-855	-10 982		

\* Le solde budgétaire de T.-N.-L. en 2019 ne tient pas compte d'une hausse ponctuelle des revenus découlant de l'incidence de l'Accord atlantique.

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et Document budgétaires; chiffres du solde du budget du Québec après les transferts du Fonds des générations et de la réserve de stabilisation.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

**Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.**

<sup>MD</sup> Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont

Scotiabank Europe plc; Scotiabank (Ireland) Designated Activity Company; Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., de Grupo Financiero Scotiabank Inverlat et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.